



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

investissements

Question au Gouvernement n° 2939

[Texte de la question](#)

ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE

M. le président. La parole est à M. Dominique Baert, au nom du groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Dominique Baert. Souvenez-vous, chers collègues, de ce que nous pouvions lire en 2012 sur les manchettes de journaux et dans les enquêtes expliquant combien les investisseurs étrangers se détournent alors de la France !

M. Michel Sapin, *ministre des finances et des comptes publics.* C'est vrai !

M. Dominique Baert. Il est vrai qu'en 2007, M. Fillon, alors Premier ministre, disait la France en faillite, et que la présidence de M. Sarkozy a ensuite augmenté la dette publique de 600 milliards d'euros, creusé les déficits, fait des cadeaux fiscaux aux plus riches,...

M. Laurent Furst. Allez !

M. Philippe Meunier. Arrêtez !

M. Dominique Baert. ...paupérisé les services publics de l'État et supprimé 350 000 emplois industriels, tout cela avec pour résultat un déficit commercial de 70 milliards d'euros témoignant non seulement de l'affaiblissement de notre industrie et de sa perte de compétitivité, mais aussi et surtout de la perte d'attractivité de la France !

Non, la France de Nicolas Sarkozy ne donnait plus envie d'investir !

M. Laurent Furst. Mensonge !

M. Dominique Baert. Aujourd'hui, la situation a changé.

M. Philippe Meunier. Énorme !

M. Dominique Baert. La croissance française se redresse à 0,6 % au premier trimestre, ce qui annonce – nous l'espérons tous – un retour à des taux supérieurs à 1,5 %, qui sont créateurs d'emplois.

M. Éric Straumann. Et le chômage ?

M. Dominique Baert. La France redresse ses comptes publics, respecte ses engagements européens et

emprunte à des taux d'intérêt plus bas que jamais, ce qui atteste de sa bonne crédibilité économique et financière.

M. Patrice Verchère. Grâce à Hollande ?

M. Dominique Baert. Surtout, ce qui a changé, c'est que la France est redevenue attractive ! (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Le baromètre 2014 des investissements directs étrangers est publié aujourd'hui. Que montre-t-il ? Que les investissements en France sont en hausse de 18 % par rapport à 2013 et de 30 % depuis 2012 ! Cette forte progression est la meilleure parmi les grands pays européens ! (*Mêmes mouvements.*)

M. Laurent Furst. Il sort de la salle de shoot !

M. Dominique Baert. Ce résultat n'est pas le fruit du hasard, mais la conséquence des mesures prises depuis 2012 : relance d'une politique industrielle, pacte de responsabilité et crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, création de la Banque publique d'investissement, simplification et retour des grands investissements d'avenir.

En matière d'investissements industriels, la France est la première destination en Europe, et c'est tant mieux ! (« *Charlatan !* » sur les bancs du groupe UMP.)

Monsieur le ministre de l'économie, comment appréciez-vous ce regain de confiance dans la France et dans ses atouts, (*Rires et vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) si fondamental pour que l'emploi des Français puisse bientôt profiter à plein d'une croissance aussi espérée qu'utile ?

Plusieurs députés du groupe UMP. Allô ?

M. le président. Chers collègues, je vous propose d'écouter dans le calme la réponse de M. le ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique. (« *Ah !* » sur les bancs du groupe UMP.) Cessez donc de le soutenir, vous allez le compromettre ! (*Rires.*)

M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, monsieur le député Dominique Baert, en matière d'investissements directs étrangers, les résultats que vous citez, qui ont été publiés ce matin par une institution privée, sont bons. (« *C'est faux !* » sur certains bancs du groupe UMP.) Ils sont pour l'essentiel le fruit de quatre éléments de notre politique économique.

M. Patrick Ollier et M. Bernard Deflesselles. Citez plutôt la Cour des comptes !

M. Emmanuel Macron, ministre. Tout d'abord, la politique de compétitivité menée depuis 2012 s'appuie sur le CICE, sur le pacte de compétitivité, mais aussi sur le maintien du crédit impôt-recherche et des dispositifs d'innovation ; elle vaut tout autant pour les entreprises françaises que pour celles et ceux qui décident d'investir en France.

Ensuite, la politique de réforme et de modernisation de notre économie se poursuit avec la loi de modernisation du dialogue social, qui est en cours de discussion dans votre Assemblée, avec les lois qui ont été adoptées en matière de formation professionnelle et de sécurisation de l'emploi, et avec la loi pour la croissance et l'activité ainsi que les réformes de l'école, qui modernisent notre économie et nos structures. Toutes ces réformes sont importantes pour les entreprises qui viennent investir en France.

Troisième axe : la politique de stabilité. Le pacte de stabilité et les mesures qu'il contient apportent de la stabilité dans le temps et donnent de la visibilité aux investisseurs étrangers – c'est fondamental.

M. Yves Fromion. En somme, il faudra donc réélire Hollande ?

M. Emmanuel Macron, ministre. Enfin, nous défendons avec Laurent Fabius et Matthias Fekl un dispositif à l'étranger qui permet là encore de simplifier notre organisation. La création de Business France nous permet de nous projeter à l'international. La simplification concerne aussi bien celles et ceux qui veulent investir en France que nos PME et nos ETI exportatrices. De plus, nous avons réactivé le Conseil stratégique de l'attractivité afin de prendre en compte les demandes de ces entreprises.

Oui, les mesures concernant le délit d'entrave et les bons de souscription pour les créateurs d'entreprise ainsi que les mesures de simplification que nous prenons sont bonnes pour l'attractivité. Voilà ce que le Président de la République présentera le 16 juin prochain ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et RRDP.*)

Données clés

Auteur : [M. Dominique Baert](#)

Circonscription : Nord (8^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2939

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie, industrie et numérique

Ministère attributaire : Économie, industrie et numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [28 mai 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [28 mai 2015](#)